

# Pour une plate-forme des savoirs critiques

Le 17 mars 2015 s'est tenue, dans le cadre du Laboratoire de changement social et politique, une réunion sur la plate-forme des savoirs critiques. Sont intervenus F. Flipo, S. Landriève (invitée du laboratoire), P. Fugier, Sonia Dayan-Herzbrun et P. Cingolani. On donne dans le document qui suit quelques-unes des propositions et perspectives émises autour du thème de la PFSC. Programme :

**UNIVERSITE PARIS DIDEROT**

17 mars 2015  
LCSP

## « Fonction utopique de l'université ? Retour sur le projet de plate-forme des savoirs critiques » – P. CINGOLANI

Ouvrir l'université au monde économique, professionnaliser les étudiants, éventuellement aller jusqu'à se préoccuper de leur avenir professionnel, cette antienne qui n'a cessé de monter en puissance depuis une vingtaine d'année, n'est pas ce à quoi devrait faire pendant l'idée de *plateforme des savoirs critiques*. Telle n'est pas ici exactement ma cible et l'enjeu polémique. Les institutions sont suffisamment plurivoques pour que l'on ne les réduise pas à un seul rôle, une seule fonction et au demeurant, dans une acception qui nous est souvent propre, nous contribuons à cette professionnalisation.

Mais précisément tout se passe comme si le discours de la professionnalisation et les relations à l'entreprise, avait fini par remplir ce *dehors* auquel l'université devrait s'ouvrir. Comme si le dehors de l'université se résumait au marché de l'emploi et à l'entreprise. En donnant pour titre de cette communication sur la *plateforme des savoirs critiques* : *fonction utopique de l'université* c'est sur un tout autre dehors que celui de l'emploi que je voudrais chercher aussi à ouvrir l'université. C'est le *dehors* de la créativité culturelle et politique, c'est cette reconfiguration du sensible à laquelle collaborent les savoirs et les arts jusque dans la plus infime quotidienneté.

Pourquoi le taire, à plusieurs moments, depuis son apparition au XIIe siècle, l'université a été confrontée à la clôture dogmatique, au corporatisme de ses enseignants et à la perte de relation avec la société. A plusieurs moments elle s'est coupée de la vie de la société et, notamment à la Renaissance, puis à la Révolution, du mouvement des sciences et des techniques. Il a fallu instituer ailleurs les lieux de savoir et d'expression que les transformations sociales revendiquaient.

Il serait suffisant de nous draper dans la critique, l'hétérodoxie, le non-conformisme. L'université doit sans doute balayer devant sa porte.

Dans son dialogue avec Claire Parnet Gilles Deleuze rappelle combien c'est *au dehors* de l'université que brillaient les grandes figures intellectuelles dans l'après-guerre. Sartre explique-t-il est apparu pour sa génération comme la figure de ce dehors, de cet appel d'air. « Nous nous précipitions comme de jeunes chiens dans une scolastique pire qu'au Moyen Age. Heureusement il y avait Sartre. Sartre, c'était notre Dehors, c'était vraiment le courant d'air d'arrière-cour ; (...) Parmi toutes les probabilités de la Sorbonne, c'était lui la combinaison unique qui nous donnait la force de supporter la nouvelle remise en ordre. Et Sartre n'a jamais cessé d'être ça, non pas un modèle, une méthode ou un exemple, mais un peu d'air pur, un courant d'air... »<sup>1</sup>.

En 68, c'est la rencontre avec l'extériorité qui a permis à divers moments à l'université d'échapper à sa propre clôture sur soi, à son académisme désuet, à son ritualisme stérilisateur de la pensée. La révolte a fait pénétrer en force *ce dehors* - à savoir les transformations sociétales que l'institution pétrie d'elle-même ignorait et dans ce dehors, on ne peut oublier l'action étudiante porteuse de cette altérité que cherchait à conjurer la posture mandarinale. L'arrivée des nouvelles générations a fait à la fois éclater les contradictions de l'université de masse, comme à Nanterre, ou elle s'est heurté aux ronronnements des discours institués pour donner libre cours à « la prise de parole ».

---

<sup>1</sup> *Dialogues*, Flammarion, 1996, p 18.

En reprenant l'intitulé de ma communication à un article de R. Scherer<sup>2</sup>, j'entends bien viser la capacité de l'université à se tourner vers son dehors pour en faire son dedans. J'entends bien la capacité qu'a eu l'université de s'ouvrir après mai, sur ce qui ne relevait pas de l'étude et était renvoyé à une sorte d'hérésie : les mouvements, les énoncés, qui ont porté l'expérience de libération des femmes et des peuples colonisés et discriminés, mais aussi les sujets exclus alors des enseignements universitaires : ouvriers, immigrés, leurs modes de vie, leurs luttes et leurs révoltes.

C'est avec cela qu'il nous faut renouer en échappant encore au venin du ritualisme et de l'académisme qui est comme un tropisme inhérent à l'institution elle-même. Et c'est cela que j'entends par *plateforme des savoirs critiques* ce renouement, ce ressourcement avec le dehors comme condition de notre vitalité et comme revivification de l'université.

L'université est un lieu dialectique et elle est au cœur de deux paradoxes. Il y a un paradoxe de l'enseignant. Le temps des enseignants est un temps d'étude, c'est un temps tourné vers le dedans de l'institution. Le paradoxe structurel de l'enseignant c'est qu'il apprend aux autres ce qui est au seuil de la vie. Il se tient dans le temps préalable à l'accomplissement et à la réalisation du savoir dans la vie. C'est là sans doute un des dangers dont peut seul le sauver l'activité étudiante en ce qu'elle porte le dehors, amène l'actualité vivante incarnée dans ses pratiques, ses réflexions, ses objets.

Il y a un paradoxe des étudiants. Il tend à ne voir les études que comme un moment avant la vraie vie d'un savoir incorporé dans l'activité professionnelle. Le paradoxe structurel de l'étudiant c'est qu'il tend à ne voir dans le savoir qu'un moment subordonné en dernier ressort à son avenir professionnel et personnel inclinant ainsi à ne comprendre les études que sous l'angle instrumental de ce qui sert. Le rôle de l'enseignant est de communiquer un désir de savoir qui ne le réduit pas à un moment. Il y a une unité possible des deux polarités de l'université dans le ressourcement du désir que les uns et les autres peuvent dans le dialogue et la dispute s'apporter mutuellement.

En 1914, dans une conférence intitulée « la vie des étudiants », Benjamin critiquait le cours magistral et proposait pour échapper à sa passivité d'instituer une culture du dialogue. Il se plaignait de ce que l'enseignement supérieur ait cessé de « reposer sur la productivité des étudiants » qui ne soient pas qu'élèves mais aussi maîtres. Il ajoutait : « Dans sa fonction créatrice le monde estudiantin devrait être considéré comme le grand transformateur qui, en les situant dans une perspective philosophique, aurait à transformer en questions scientifiques ces idées neuves qui généralement surgissent plus tôt dans l'art et dans la vie sociale que dans la science »<sup>3</sup>.

C'est sans doute dans cet échange et parfois cet ébranlement mutuels entre enseignants et étudiants que l'on peut retrouver le désir de cette culture que les cours seuls ne garantiront jamais. Et il me semble que ce qui depuis longtemps a été mis en place par le laboratoire et l'UFR en matière d'autonomie et d'initiative étudiantes (leurs séminaires, leurs colloques) est l'expression de ce souci de rénovation commune et que c'est en un sens la condition pour que nous puissions tenir la posture commune du *maître ignorant* : si l'on entend sous cette expression un mode d'actualisation de l'intelligence et de la volonté de savoir par l'égalité<sup>4</sup>.

<sup>2</sup> « Fonction utopique de l'université », in *Utopies nomades*, les presses du réel, 1990.

<sup>3</sup> In Walter Benjamin, *Œuvres I*, Folio, Gallimard, p 136.

<sup>4</sup> Allusion ici au livre de J. Rancière sur la méthode de J. Jacotot, *Le maître ignorant*, Fayard, 1987.

En proposant une *plateforme des savoirs critiques* j'ai pensé à comment ces deux communautés qui n'en font qu'une pouvaient se récréer dans ce rapport à l'au-dehors, mais je me suis aussi demandé comment l'université pouvait abreuver cet au-dehors dans l'activité réflexive par la critique.

Disons-le d'emblée, et j'emprunte la phrase à Benjamin, par critique j'entends ce qui « *au moyen de la connaissance, vise à libérer l'avenir de ce qui le défigure* ». La prise pratique de la critique, sa relation à une libération de l'avenir est la condition pour que celle-ci ne se stérilise pas dans la raison et le ressentiment.

*Il n'y a de critique que celle qui cherche à conjurer la défiguration du monde dans un ancrage pratique par l'action, l'expérimentation, les hétérotopies collectives.* Eu égard à une humanité assujettie, humiliée, bafouée, exploitée, la critique est en acte dans la tentative de redressement du tort fait à l'humain et à son milieu de vie. La critique est ainsi engagée et elle est pour ainsi dire engagée dans la sorcellerie des choses.

Depuis les années 80, j'ai eu progressivement le sentiment d'un épuisement du potentiel critique et utopique de la sociologie - à l'opposé de cette critique libératrice de l'avenir, dont parlait le jeune Walter Benjamin. Récupérant le tout ou rien de la radicalité révolutionnaire une certaine sociologie a comme retourné contre lui-même le potentiel critique. D'un côté, tout ce qui se dessinait de nouveau, de contestataire, tout écart à une forme de domination semblait renvoyé au consentement au monde, en voulant réformer ce dernier. Autrement dit tout déplacement tout aménagement pour réformer le monde était comme voué à la négociation intéressée avec le capitalisme. De l'autre côté, l'adéquation, l'identification des dominés à la domination ne pouvait laisser le ressort du changement qu'à une force étrangère aux dominés eux-mêmes : les déterminations extrêmes de l'économie, peut-être. Dans cette perspective, la critique devenait ressentiment à l'égard de la révolte, haine du projet émancipateur. Abandonnant la mission de libérer l'avenir, elle se complaisait à constater la permanence de la *reproduction*. En fait, étonnamment pour une discipline liée à l'empirique, cette sociologie réitérait l'arrogance de la théorie à l'égard de la pratique en ignorant sa temporalité spécifique et son caractère toujours mixte, mélangé, impur. Dans la dénonciation des compromissions de la pratique, qui sinon n'était jamais que la conformation incorporée à la structure, elle en tirait une menue monnaie de prestige<sup>5</sup>.

La *plateforme des savoirs critiques* proposée ici, chercherai à faire droit à la pratique, à faire droit à l'expérimentation, à faire droit aux hétérotopies. C'est en cela qu'elle réactualise la fonction utopique de l'université. Il faut reconsidérer la multiplicité des temporalités créatrices de nouveaux *socius*, autonomes, coopératifs, alternatifs au lieu de les ignorer ou de les étouffer dans l'œuf sous les énoncés de cette pseudo-critique.

Mais il y plus encore par cette fonction utopique il s'agit de réfléchir sur les conditions pour ouvrir l'université à l'activité langagière polémique qui traverse la société à partir des expériences de luttes citoyennes et à partir des mouvements sociaux : *faire passer un dehors dans le dedans* mettre l'université à l'épreuve du dehors mais aussi mettre ce dehors à l'épreuve de l'université.

Il s'agirait non seulement d'ouvrir l'université à ces formes de critiques qui tant bien que mal luttent et résistent aujourd'hui à la défiguration capitaliste du monde mais aussi d'éprouver ces critiques à l'aune

<sup>5</sup> Ces remarques sur un ensemble de sociologies sont trop rapides. Elles pourraient être injustes avec certaines. Mais il serait sans doute intéressant de faire l'inventaire de cette stérilisation de la critique sur tout un corpus de publications. Pour un début de réflexion voir P. Cingolani, *La République, les sociologues et la question politique*, La Dispute, 2003.

de l'expérience critique, collective, universitaire en ce que l'université doit rester un lieu d'examen, d'interrogation et de recherche et ne devrait pas céder à la conversion militante qui elle appartient légitimement à la société civile.

Il ne s'agit pas de substituer l'université aux mouvements sociaux ou de soumettre l'université à ceux-ci – l'université ne saurait être la courroie de transmission des mouvements ; elle ne saurait être proprement politique en ce sens – il s'agit de garder la dimension de laboratoire de celle-ci en ce qu'elle permettrait d'éprouver les arguments et les énonciations des mouvements sociaux tout en se nourrissant de leurs expériences et de leurs savoirs.

Il ne me semble plus que les organisations et les institutions qui hier étaient porteuses de la *critique*, les syndicats et les partis, le soient suffisamment. C'est dans le contexte sociétal d'affaiblissement de ces institutions, souvent compromises avec les logiques bureaucratiques et la confiscation du sens des mouvements, qu'il est une opportunité toute particulière pour l'université qui peut être ouverte.

L'université ne peut se réduire à une mission professionnalisante ce serait signer dans une certaine mesure sa propre mort, à tout le moins sa mort comme université. Elle doit s'allier à cette force de renouvellement du savoir et de la créativité collective que sont les mouvements sociaux et les structures d'action collective ou associatives de la société civile. Le concept de plateforme dans son caractère horizontal et ouvert semble être un instrument adéquat à cette ambition et il convient de ne pas en laisser confisquer l'usage par les énoncés techniques ou gestionnaires qui en usent pourtant déjà à l'envi.

Cette plateforme à l'inverse permettrait d'interroger et d'éprouver les savoirs profanes nés tout autant de l'expérience que de l'action des groupes sociaux ; elle permettrait d'éprouver et d'éclairer les pratiques et les diverses modalités d'expression par lesquelles *ceux* qui ne sont pas reconnus (mais ce pourrait être aussi *ce* qui n'est pas reconnu) accèdent à la reconnaissance de leurs savoirs, de leurs expériences et finalement de leurs existences. Elle pourrait être le lieu où s'interrogent et s'éprouvent les conditions dans lesquelles la société civile interagit avec les savoirs scientifiques et savants pour les transformer voire les produire et éventuellement agit sur les conditions d'application de ceux-ci. Elle pourrait être le lieu où les mouvements sociaux interrogent leur créativité collective eu égard aux figures de l'exclusion et eu égard aux reconfigurations du sensible.

Par exemple, les malades du SIDA et leurs associations ont su trouver une interaction tout à la fois conflictuelle et fructueuse avec les médecins et les diverses structures techniques et professionnelles qui entourent la maladie. A travers leurs modes de subjectivation, les malades ont, pour une part, fait reculer le pouvoir technocratique et financier pour ouvrir une dynamique démocratique autour du malade et de la maladie<sup>6</sup>. Comment ne pas envisager des formes d'élargissement de la revendication démocratique à d'autres malades et à d'autres maladies ?

Mais il en va de même pour l'écologie et la reconnaissance des savoirs pratiques, empiriques, d'expérience qui, parmi les usagers d'une terre ou d'un milieu, ont tous leur signification pour éclairer l'action et pour soutenir la délibération d'une orientation politique. Je pense à l'exemple des cas de leucémie à Woburn au Massachusetts (USA), évoqué par Callon, Lascoumes et Barthe, où ce sont les habitants qui, à partir de leurs expériences des lieux, ont contribué à découvrir les poches de toxicité

---

<sup>6</sup> Dodier N., *Leçons politiques de l'épidémie de sida*, Ed. de l'EHESS, 2003.

source de ces mystérieuses leucémies et dont Callon et Lascoumes tirent les conséquences quant aux *forums hybrides*<sup>7</sup>.

Ces forums me semblent pouvoir être généralisés aux savoirs des salariés dans l'entreprise ou plus généralement dans les organisations et être porteurs d'une reconfiguration des rapports au travail et du procès de travail lui-même. Ils me semblent, selon les circonstances, pouvoir engager une grande diversité d'acteurs institutionnels ou non. Le livre récent de Clot et Gollac *Le travail peut-il devenir supportable*<sup>8</sup>, en interrogeant la subordination et en suggérant l'idée de droit autorisant la coopération conflictuelle des travailleurs à la gestion de l'entreprise, montre des pistes. Les méthodologies d'intervention, quelles qu'en puissent être les formes, relèvent de cette hybridation des expériences et des savoirs.

Plus directement, les mouvements sociaux entendus comme mouvements collectifs explicites de *contestation d'un tort* contribuent par excellence à l'activité critique. L'histoire des luttes ouvrières, féministes et tant d'autres encore sont l'expression de la contribution des dynamiques contestataires à la démocratie et au renouvellement de l'invention démocratique. Mais l'on voit aujourd'hui comment les mouvements contemporains libérés des cadres bureaucratiques des militantismes d'hier ont besoin d'éprouver autant que de ressourcer leurs énoncés, leurs revendications, leurs aspirations dans un lieu qui ne soit pas que partisan qui soit un lieu d'interrogation, un lieu au sens fort d'examen.

On dira que les mouvements ont leurs propres espaces de parole, leurs propres forums, mais encore une fois il ne s'agit pas de mettre l'université au centre des mouvements. C'est comme laboratoire qu'elle peut servir aux mouvements sociaux en leur permettant de tester leurs pensées et leurs mots, en trouvant les conditions d'altérité suffisantes pour les éprouver. A l'heure où les mouvements les plus visibles tentent de rompre avec la vieille « langue de bois » et se réclament toujours plus de l'égalité c'est précisément cette dialectique de l'horizontalité et la critique que peut proposer une plate-forme.

L'université (qu'elle soit *dans les murs* ou *hors les murs*) pourrait offrir cet espace public pour les mouvements sociaux, je veux dire un espace où les acteurs pourraient « parler tout haut » de manière à élucider les questions qu'ils rencontrent dans les modalités pratiques de leurs actions et où ils pourraient trouver un héritage théorique, méthodologique et historique à leur disposition.



L'idée d'une plateforme des savoirs critiques émanant de l'université m'est venue du sentiment d'une crise des institutions de la critique – syndicats et partis – mais elle m'est venue du sentiment que ces institutions n'étaient plus ajustées à la sensibilité des nouveaux acteurs passant par l'horizontalité, un certain militantisme *ad hoc* et la distance à la hiérarchie. Il fallait trouver un espace où les acteurs puissent se servir librement, ne pas trouver les formes de confiscation du savoir et du pouvoir que suppose encore certaines logiques de la représentation. Elle est m'est venue de l'idée qu'il fallait penser en commun avec ce *dehors*, qu'il y avait un enjeu de pensée *du dehors* et qu'une certaine tradition de tolérance et de respect communicationnel qui appartient *encore* à l'université pouvait permettre cette rencontre sur l'ouvert.

<sup>7</sup> Callon M., Lascoumes P., Barthe Y., *Agir dans un monde incertain - essai sur la démocratie technique*, Seuil, 2001.

<sup>8</sup> Colin, 2014.

## « Pour sauver la recherche, il faut l'ouvrir » – F. FLIPO

La littérature et l'opinion commune attribuent à l'université quatre rôles possibles : sélectionner les cerveaux et reproduire l'idéologie dominante (Bourdieu), former des professionnels (vision utilitaire), développer l'universalisme et l'encyclopédisme, l'esprit critique, la recherche de la vérité pour elle-même (savoir « désintéressé » au sens de Humboldt), et la transmission de savoirs « scientifiques », réputés vrais et vérifiés, contre le savoir « profane ».

Les Etats Généraux de la recherche 2004 ont fait apparaître un antagonisme fort entre d'un côté un savoir désintéressé et de l'autre l'utilitarisme de la commande publique ou privée. Cette manière de voir est très réductrice et ne permet guère de penser ce que pourrait être un ancrage de l'université dans la société.

Le fonctionnement réel de la science peut être décrit comme un enchevêtrement mouvant de « communautés épistémiques » aux frontières poreuses. Une communauté épistémique est une discipline, un objet d'étude etc. déterminent des collectifs de recherche qui partagent les mêmes hypothèses de base, quant à l'établissement de la preuve (épreuve), quant à la manière d'argumenter, de décrire (ou pas), d'expliquer, de comprendre (ou pas), d'évaluer, de relire, de corriger etc. Une communauté a ses revues, ses processus de sélection, ses stratégies institutionnelles, ses relations de conflit ou d'alliance avec les autres communautés etc. En cas de nouvel objet ou de nouvelle théorie, de nouvelle méthode d'enquête, qui peuvent d'ailleurs être la redécouverte d'anciennes méthodes, de nouvelles communautés se créent etc. Chaque communauté a un programme de recherche (Lakatos), son paradigme (Kuhn), elle avance en proposant des hypothèses et des réfutations (Popper), elle a ses hypothèses fondatrices (Kuhn), son noyau dur, qui peut être fort différent d'une communauté à une autre.

Les communautés sont créées par le désir des chercheurs et leur trajectoires de recherche, mais elles sont aussi conditionnées par les institutions : moyens, financeurs éventuels etc. Le cas des sciences dures est exemplaire d'un pilotage assez fort par les financeurs privés de l'industrie ou de la défense.

Le fait saillant est que les communautés épistémiques discutent peut être entre elles. Ce qui est évident pour l'une peut fort bien n'être qu'une hypothèse trop osée pour être prise en compte pour l'autre. Pour le profane c'est un peu désorientant. « La science » est assez loin de l'image commune d'un front progressant de manière uniforme en gagnant des territoires sur l'inconnu. La science oublie, se répète, redécouvre ici ce que d'autres pensaient acquis là etc.

Un autre fait saillant est qu'il existe des questions qui tombent dans le vide, entre les communautés épistémiques, à des endroits où personne ne cherche, des questions orphelines comme il existe des maladies orphelines.

Un troisième fait saillant est que les manières de poser les questions, dans la société civile, sont rarement celles qui ont cours dans les communautés épistémiques. De là le fait que les acteurs de la société, privés ou publics, étatiques ou non, ont généralement recours à plusieurs sources, d'une manière interdisciplinaire. De là aussi que les savoirs universitaires ont rarement un débouché immédiat. Ce qui peut être considéré comme la noblesse de la profession (le « désintéressement ») peut aussi apparaître comme un mépris des questions posées par la société et l'entretien d'un savoir surplombant, conférant formellement autorité, et exigeant obéissance, comme l'a suggéré Rancière à sa manière.

Pour combler ce vide, nous proposons de nous inspirer d'une méthode qui connut ses heures de gloire aux 18<sup>e</sup> et au 19<sup>e</sup> siècle, en l'inversant.

En effet à cette période les Académies avaient l'habitude de poser publiquement des questions de société, en attendant de recevoir des contributions argumentées provenant de toute personne qui voudrait y répondre. C'est ainsi qu'ont été produits des textes mondialement célèbres, par exemple le *Discours sur l'origine et le fondement de l'inégalité parmi les hommes* de Jean-Jacques Rousseau (1755), ou encore *Qu'est-ce que la propriété ?* de Pierre-Joseph Proudhon (1840).

L'idée est de procéder à l'inverse : ce ne sont pas les académies et les experts qui posent les questions, mais la société civile, représentée par les associations ; et ce sont les experts qui y répondent.

Dans ce cadre, on peut imaginer deux chambres. La première serait la « chambre des questions », elle serait formée de représentants associatifs ou de militants tirés au sort. La diversité associative serait garantie, de manière à éviter les débats de spécialistes. Cette chambre se réunit et formule une question importante, par exemple tous les mois. La seconde chambre est constituée des experts, professionnels ou amateurs éclairés, le critère étant qu'ils aient fait la preuve de leur compétence. La seconde chambre peut soumettre ses questions à la première.

Le tout est chapeauté par un conseil d'administration dont les membres sont extérieurs aux deux chambres, mais issus à parité du monde associatif et du monde des experts de profession.

Le dispositif n'a aucunement vocation à se substituer à ce qui existe déjà ni à répondre à toutes les questions qui se posent en matière de production d'un savoir commun. Il se contente de combler un manque. En effet aucun des dispositifs existants ne travaille réellement à la formulation populaire des questions. Or il est absolument nécessaire, pour avancer, que deux conditions soient remplies : que les experts répondent aux questions que les gens se posent et non pas à celles qu'ils se posent ; que les gens soient éclairés par des arguments fondés, et non par des « pseudo-sciences », notamment celles qui sont aujourd'hui au bord de l'échec (économie du développement, technosciences etc.).



## « Savoirs critiques : le point de vue d'un acteur de la société civile » – S. Landrière

### Ce que fait le Forum :

Le Forum Vies Mobiles est l'institut de recherche et d'échanges sur la mobilité créé par la SNCF en 2011. Il conçoit la mobilité à la fois comme franchissement de l'espace physique et comme changement social et à ce titre la considère comme un principe organisateur du monde social essentiel à l'heure de la mondialisation.

Son ambition est de donner à chacun les moyens de comprendre les modes de vie mobiles contemporains, d'en anticiper l'évolution et d'agir sur leurs transformations. Dans ce but, nous lançons des débats, encadrons des recherches, organisons des expérimentations et diffusons des connaissances sur la mobilité. Le Forum mobilise surtout les sciences humaines, économiques et sociales, mais aussi la littérature et l'art pour leurs qualités propres (appel à la sensibilité, pouvoir d'évocation, traitement de questions transverses,...). Ses projets et leurs données sont accessibles sur son site internet, conçu comme une plateforme de ressources sur la mobilité et son actualité.

Son comité scientifique rassemble des chercheurs académiques, notamment des sociologues de la mobilité étrangers comme Vincent Kaufmann et Mimi Sheller, des philosophes comme Bernard Stiegler et Olivier Mongin, des artistes et des praticiens du transport.

Le Forum s'attache à imaginer ce que pourraient être de bonnes vies mobiles. Nous entendons par là, repérer celles qui répondraient le mieux aux aspirations individuelles et collectives, celles auxquelles nous sommes attachés, et donc aussi celles auxquelles nous sommes prêts à renoncer. L'idée est que le système sociotechnique actuel fondé sur toujours plus de mobilité et sur des transports carbonés ne peut pas durer, que les modes de vie mobiles à promouvoir doivent être soutenables et qu'il conviendrait de préparer ce que nous appelons « la transition mobilitaire ».

### L'utilité sociale des recherches du Forum :

Nous aimerions faire reconnaître l'importance de la mobilité comme une dimension structurante de la société notamment dans les médias et voir cette question mise à l'agenda politique. Nous voulons apporter une contribution à la construction de l'avenir de nos sociétés mobiles et de ce fait poursuivons l'exercice de la recherche académique par l'identification et la proposition de pistes politiques, pour que les politiques, les professionnels et la société civile s'en emparent.

Nous souhaitons que nos projets aient une utilité sociale, qu'ils résonnent avec la société, ses questions. Nous adressons les résultats de nos recherches à un public plus vaste que celui des chercheurs en sciences humaines et sociales et pour cela essayons de les traduire et les rendre plus accessibles. Cela passe par l'adoption d'un langage précis mais simple.

### Ce qu'on recherche en travaillant avec les chercheurs académiques :

Nous nous appuyons sur la recherche académique pour la qualité de ses protocoles de production de connaissance ( finesse et nouveauté des questions étudiées, explicitation des méthodes et des points

de vue, précision du langage, rigueur de l'argumentation, ouverture à la discussion des résultats,...) et surtout pour la curiosité et l'inventivité des chercheurs.

Nous travaillons surtout avec des laboratoires étrangers dans le but de bénéficier de la diversité de leurs approches, culturelles et institutionnelles, et aussi parce qu'il n'y a pas de laboratoires de recherche français focalisé sur la mobilité (les laboratoires qui s'y intéressent indirectement sont des laboratoires d'ingénierie et d'économie des transports et n'abordent pas directement les modes de vies). Il n'y en a pas non plus qui s'autorisent à questionner l'avenir.

#### Les problèmes que nous pose la recherche académique en sciences sociales :

Il nous semble que le système de production et de validation des connaissances académiques soulève des problèmes pour s'interroger sur la mobilité du futur :

- il peut laisser de grandes questions orphelines, comme c'est le cas pour les « modes de vie mobiles » qui nous préoccupent, que ce soit à cause des difficultés d'accès aux terrains sur lesquels elles sont mises à jour (exemple des petites entreprises, largement ignorées) ou parce que les cadres institutionnels organisent et délimitent fortement les champs à investiguer (par exemple : la focalisation sur l'offre de transport et la ville, et son corollaire, le délaissement des recherches sur le monde rural et les territoires peu denses),
- il s'adresse essentiellement aux pairs, aux chercheurs et à l'institution de la recherche (langage très spécialisé des articles, eux-mêmes inscrits dans un système formel strictement textuel,...) et cloisonne les études par matière, même quand il proclame le contraire (modes d'évaluation et publications disciplinaires). Or le concept de mobilité en mobilise de nombreuses (géographie et sociologie surtout mais aussi philosophie, anthropologie,...). Cela empêche aussi de problématiser des questions transversales, ce sur quoi nous avait alerté Marcel Gauchet, dès la création du Forum,
- il interdit aux chercheurs en sciences humaines de se projeter valablement dans le futur (comment faire la preuve du futur ?), ce qui laisse sa construction à d'autres acteurs, comme les chercheurs en sciences dures et technologies par exemple, pour rester dans le monde de la recherche.

Pour toutes ces raisons, nous nous attachons à monter nos projets, souvent avec des chercheurs académiques, mais pas seulement : nous invitons des journalistes, des artistes, des praticiens pour leur savoir, leurs expériences ainsi que les méthodes et la temporalité plus courte de leurs productions. Nous cherchons aussi à amener des chercheurs français à travailler sur nos problématiques, à partir de leurs disciplines mais de préférence en montant des projets interculturels et interdisciplinaires, voire en faisant appel à des artistes.

Nous aimons bien co-construire avec les équipes de nouvelles questions de recherche et, en fin de projet, mettre à leur disposition des moyens pour faire connaître les résultats des enquêtes, avec des supports engageants (illustrations, bande dessinée,...), parfois courts (films d'animation,...), qui n'hésitent pas à faire appel à la sensibilité, à l'émotion (via les arts visuels et sonores ou des performances par exemple).

## PROGRAMME DU SEMINAIRE

- Présentation du séminaire, par Fabrice Flipo et Pascal Fugier, 14h-14h15
- Patrick Cingolani, Fonction utopique de l'université ? Retour sur le projet de plateforme des savoirs critique, 14h15-15h.
- Fabrice Flipo, La mise en place d'une « chambre des questions » et d'une « chambre des rapports » au sein de la plateforme des savoirs critiques, 15h-15h45.
- Sylvie Landrière et Christophe Gay : Savoirs critiques : le point de vue d'un acteur de la société civile, 15 h 45 à 16 h 30.
- Sonia Dayan, Mettre en perspective une plateforme des savoirs critique à partir de la pensée d'Edward Said. Relecture de "Le monde, le texte et la critique", 16h30-17h15
- Pascal Fugier, La co-construction de savoirs critiques et l'appropriation de ses actes professionnels. Retour réflexif sur un dispositif de recherche et d'intervention, 17h15-18h